

Publié le 11 décembre 2020

## Faut-il refuser la communion eucharistique à Joe Biden ?

*Joe Biden se présente comme un catholique. Pratiquant, il se rend tous les dimanches à la messe. Cette image, il en joue dans l'arène politique : il s'en est ouvertement servi pendant la campagne présidentielle, évoquant sa foi devant ses électeurs et s'entourant de leaders religieux de renom. Mais son programme libéral et progressiste divise la communauté catholique américaine et crée des tensions au sein de l'épiscopat américain. Des tensions qui se sont récemment focalisées sur la question de la communion eucharistique publique de celui qui sera très probablement le prochain président des États-Unis.*

Le 28 novembre dernier, onze nouveaux cardinaux étaient réunis à Rome pour un consistoire au cours duquel ils recevaient la célèbre barrette rouge, symbole de leur élévation au cardinalat. Chacun d'eux devient curé d'une paroisse romaine, et c'est à ce titre qu'ils élisent – cas unique dans l'Église – leur évêque, l'évêque de Rome, qui devient le pape. Comme François le leur a dit, ils ne sont pas des «éminences», car la couleur rouge qui orne leurs vêtements d'apparat leur rappelle qu'ils doivent en tout temps être au service de l'Église, même au prix de leur vie.

Même si tous ne terminent pas leur vie par un martyre violent, le service que les cardinaux rendent à l'Église, souvent obscur, est chaque jour de plus en plus épuisant. Quand ils ne sont pas à la tête d'un dicastère, ils sont titulaires d'un archevêché et, en plus de la tâche du gouvernement épiscopal de leur diocèse, ils sont sollicités par une présence très régulière à Rome pour un travail dans les nombreuses commissions où ils sont nommés. Quand ils sont préfets d'un dicastère, ils portent le poids de toute la chrétienté sous un aspect particulier : secrétariat d'État, doctrine de la foi, liturgie, évangélisation des peuples, laïcat, cause des saints, pénitencerie, clergé, évêques et autres. Ils ne sont plus ces «princes de la Renaissance» gavés d'or et d'art, qui constituaient autrefois une cour auprès du Souverain Pontife.

Je ne sais pas comment s'est déroulée cette remise de la barrette rouge. Mais il est de tradition que, dans l'après-midi qui suit le consistoire, le nouveau cardinal reçoive toute personne venue lui présenter ses hommages. Entre autres, les journalistes ! Il en fut ainsi pour le nouveau cardinal de Washington, DC, le cardinal Wilton Gregory, l'un des sièges épiscopaux américains les plus importants avec New York, Chicago, Boston et Los Angeles.

---

**Le 28 octobre 2018, un prêtre a refusé de donner la communion à Joe Biden en raison de ses positions publiques sur l'avortement.**

---

On était à peine à trois semaines de l'élection qui a porté Joe Biden à la présidence des États-Unis. Pour la deuxième fois, un catholique devient président, le premier étant John Kennedy. Biden n'a ni

le charme ni la séduction de Kennedy et, de plus, vis-à-vis des catholiques – du moins vis-à-vis de l'épiscopat –, il ne montre pas patte blanche. Le 28 octobre 2018, le Père Robert Morey, curé la paroisse St Anthony du diocèse de Charleston (Caroline du Sud) a refusé de lui donner la communion en raison de ses positions publiques sur l'avortement. Il s'ensuivit toute une polémique autour de ce geste. Ce n'était à ce moment-là qu'une bataille d'opinion.

Durant toute la campagne électorale, Joe Biden, obligé par l'aile gauche de son parti, a soutenu les mêmes positions, dans l'espoir de faire un bon score avec le vote catholique. Cela fut fructueux, près de 50 % des catholiques ayant voté pour lui. Lorsqu'un journaliste demanda au cardinal Gregory ce qu'il pensait de Joe Biden, il répondit qu'il ne repousserait pas Biden si ce dernier demandait la communion. Cela devenait sérieux. Mgr Gregory pouvait dire que c'était sa propre pensée. Rien ne pouvait, cependant, faire oublier qu'il est archevêque de Washington et cardinal. Cela signifie-t-il qu'il passe outre les points litigieux qui semblent opposer l'épiscopat américain à de nombreuses prises de positions du candidat Biden ?

## **Ce qui inquiète l'épiscopat américain**

Lors de l'assemblée générale de la Conférence épiscopale américaine (USCCB) du 16 au 19 novembre dernier, Mgr José Gomez, archevêque de Los Angeles et président de l'USCCB, a envoyé une lettre diplomatique au président élu pour le féliciter de sa victoire électorale. Il n'a pas manqué par ailleurs de souligner que l'énoncé ferme des «promesses électorales» du candidat devenu président inquiétaient l'épiscopat. Or, toutes ces propositions concernent la famille, et Mgr Gomez n'a pas manqué de dire que toutes les positions de Biden sont «contraires aux valeurs fondamentales qui sont chères aux catholiques».

Durant sa campagne électorale, Joe Biden est devenu l'avocat des «*pro choice*». Cela signifie, entre autres, le projet du rappel de l'amendement Hyde, qui s'inscrit dans le combat des conséquences de la victoire en Cour suprême de *Roe vs Wade*, où celle-ci condamnait l'interdiction de l'avortement au nom de la prédominance de la liberté privée. La loi qui s'ensuivit offrit aux femmes en situation financière difficile l'aide de l'État par l'intermédiaire des subsides fédéraux.

En 1976, Henry Hyde, un avocat *pro-life*, présenta une modification de la loi pour restreindre l'utilisation des subsides fédéraux uniquement aux cas où la vie de la mère était en danger et, plus tard, aux victimes de viol ou d'inceste. L'amendement fut voté en septembre 1976 par 312 voix contre 93. Un fruit remarquable en fut une chute considérable des avortements subventionnés par les fonds fédéraux : de 300 000 par an, on passa à quelques milliers. En 1997, le parti démocrate tenta de faire abroger les restrictions de subsides, mais le vote échoua devant le Sénat.

Dans son programme, Joe Biden promet le rappel de l'amendement Hyde, non pour faire disparaître l'aide de l'État, mais pour la mettre dans la mouvance de la création de subsides à toute femme qui désire un avortement sans avoir les moyens de l'obtenir. Il va même

---

**On peut comprendre que le programme de Biden inquiète les évêques américains, eux qui ont tellement travaillé pour combattre l'avortement.**

---

plus loin : il promet de faire voter par les Chambres un droit général à l'avortement sans aucune restriction ou avec peu de restrictions. On peut comprendre que cela inquiète les évêques américains, eux qui ont tellement travaillé pour combattre l'avortement, ou du moins pour en diminuer l'extension !

Les promesses électorales de Biden contiennent d'autres projets. L'un d'eux consiste à restaurer le mandat du HHS (*Health Human Services*), les services qui viennent en aide à la santé publique, à la famille, aux soins médicaux. Sous le gouvernement d'Obama, les employeurs étaient forcés d'inclure dans les contrats de travail une aide médicale, y compris pour les mesures contraceptives et les avortements. On sait que certains groupes catholiques, entre autres les Petites Sœurs des pauvres, se sont opposés à cette mesure et qu'ils ont refusé d'être obligés de participer financièrement à l'achat de la pilule Pincus et aux frais médicaux d'un avortement.

De bataille en bataille, ces groupes ont eu gain de cause auprès de la Cour suprême. Mais Joe Biden s'est toujours opposé à leurs demandes et, une fois devenu président, il agira pour qu'ils soient déboutés, les obligeant à renoncer à leurs œuvres ou à inscrire dans le contrat de tous leurs employés laïcs une clause d'aide financière à la contraception et à l'avortement.

Ce n'est pas tout. Joe Biden est favorable à l'Equality Act, qui poursuit toute discrimination sexuelle telle que définie par les LGBT, ce puissant lobby qui, sous la notion de *gender*, nie toute différence entre le masculin et le féminin. Cela obligera les institutions catholiques à des politiques et des réglementations qui seront en grave conflit avec les valeurs morales et éducatives, entre autres à une tolérance institutionnelle de l'homosexualité masculine et féminine.

## **Le refus de la communion eucharistique**

C'est dans ce contexte que s'inscrit le refus de la communion eucharistique à Joe Biden. Les États-Unis ne se sont jamais définis comme une république laïque. Le président pratique librement le culte de son choix. Et l'installation du nouveau président comporte un serment prononcé sur la Bible si c'est un chrétien ou sur le livre sacré de sa religion dans les autres cas.

Joe Biden, qui est catholique, s'il assiste à une cérémonie religieuse, n'est aucunement obligé de ne pas communier parce qu'il est le président. Il se définit comme catholique, il peut donc communier ! Cependant, même président des États-Unis, un catholique n'est pas uniquement celui qui est inscrit dans les registres de la paroisse où il a reçu le baptême. C'est celui qui, comme le dit Mgr José Gomez, le président de la Conférence

épiscopale dans sa lettre de félicitation au président élu : est catholique celui qui «suit en **tout** Jésus Christ». S'il le suit en tout, il le suit dans les enseignements que donne son Église, l'Église catholique. Or la politique sociale qu'annonce Joe Biden est profondément contraire à ce qu'enseigne l'Église catholique à laquelle il déclare appartenir. S'il communie, pourquoi communie-t-il ? La communion eucharistique n'est pas un simple acte de dévotion. C'est l'acte par

---

**Même président des États-Unis, un catholique n'est pas uniquement celui qui est inscrit dans les registres de la paroisse où il a reçu le baptême.**

---

lequel le baptisé manifeste publiquement sa communion à toute l'Église offrant en vérité et réellement le Corps et le Sang de Jésus Christ en mémorial de sa Passion et de sa Résurrection.

Il y a donc une contradiction objective et réelle entre le fait que Joe Biden se proclame catholique, accomplisse ses devoirs de baptisé tout en agissant publiquement à l'encontre des enseignements de cette Église. Les enseignements de celle-ci ne concernent pas des options de choix privés, mais des déterminations de moralité qui touchent à des actes qui sont intrinsèquement mauvais. Les catholiques qui demandent que l'on ne donne pas la communion à Joe Biden – en fait, qu'on le persuade de ne pas communier en public – émettent un jugement qui ne touche pas au for interne, mais au for externe. L'acte public de Joe Biden peut être cause de confusion et de scandale.

## Une Église divisée sur ce qui est important

Qu'ils soient de «droite» ou de «gauche», les catholiques américains sont d'accord avec le jugement porté sur le programme politique de Biden. Ils sont d'accord pour dire que sa politique familiale et sociale va contre les enseignements doctrinaux de l'Église en matière de théologie morale. Mais, là où ils ne s'entendent plus, c'est sur l'importance qu'il faut attacher à ce désaccord.

Pour des évêques comme Mgr Charles J. Chaput, O.F.M., archevêque émérite de Philadelphie, le désaccord porte principalement sur le scandale. Il ne craint pas de fustiger les évêques qui n'accordent aucune importance à la portée des choix de Biden, choix contraires à ce qu'enseigne l'Église, principalement l'enseignement de Jean Paul II dans *Evangelium vitae*.

Dans un court article paru dans *First Things*, Mgr Chaput développe ainsi sa pensée : les actes et les politiques de M. Biden démontrent qu'il n'est pas en «communion avec l'Église» et que, ce faisant, il tombe sous l'autorité pastorale des évêques. La réaction publique des évêques ne doit pas être une réaction *politique* ; elle est et doit continuer d'être une action qui engage leur autorité. C'est l'autorité du Pasteur ! Cette autorité pastorale, l'évêque la reçoit du sacrement qui l'institue évêque et dans la communion qu'il doit avoir avec Pierre, l'évêque de Rome. Les évêques qui, par complaisance envers Biden, ne dénoncent pas le scandale que constitue l'acte d'une communion eucharistique trahissant de fait la communion ecclésiale créent un grave dommage à l'Église de Dieu. De plus, cela affaiblit la communion entre les évêques dans les décisions qu'ils ont prises lors de leur assemblée de novembre dernier.

Le grand magazine jésuite *America* porte un jugement plus «soft». Il est vrai, écrit l'auteur de l'article, que les évêques sont fortement opposés aux politiques de Joe Biden. Mais les évêques doivent faire attention de ne pas le dresser contre eux. Utiliser l'interdiction sacramentelle est une arme dangereuse et contre-productive. Ils doivent, au contraire, amener Biden à respecter les vues de l'Église, lui faire comprendre qu'il doit entendre les opinions des catholiques, trouver les terrains de

collaboration. Joe Biden doit aussi savoir que tous les catholiques n'ont pas une même pensée. Qu'un prêtre l'empêche de communier ne signifie pas que tous les prêtres le feront ni que tous les

---

**La réaction publique des évêques ne doit pas être une réaction politique ; elle est et doit continuer d'être une action qui engage leur autorité.**

---

évêques l'autoriseront. Joe Biden doit comprendre qu'il y a des possibilités de dialogue dans l'Église, que tous les évêques et encore moins les prêtres ne partagent pas la même doctrine. Bref, c'est ce que l'on appelle la voie politique !

Pour aller un peu plus loin dans la comparaison, examinons ce qu'écrit le [\*National Catholic Reporter\*](#). Délaissant complètement le point de vue de Mgr Chaput, le journal (dont on connaît l'orientation) approuve le choix de Joe Biden de confier à Xavier Becerra la direction du Département de la Santé et de l'Éducation HHMS. Ce choix à lui seul signifie que Biden veut revenir à la politique d'Obama concernant l'*Affordable Care Act* et qu'il a été soutenu par la *Catholic Health Association*. Or la politique «chrétienne» de celle-ci est une politique qui proclame la justice sociale sans trop s'occuper du «droit moral», et qui, dans son aide à ceux qui sont dans la misère, ne s'occupe guère du droit de l'enfant à naître. Elle épouse certaines idées des LGBT, le principal lobby sur l'accueil de l'homosexualité, en se concentrant sur l'homosexuel sans trop regarder les difficultés morales du choix. C'est, par exemple, une politique qui sera contre les demandes exigeantes des Petites Sœurs des pauvres. C'est une politique qui ignore les scrupules des évêques. C'est une politique en marche pour combattre l'injustice, l'inégalité, la misère, et qui se méfie complètement des actions des mouvements *pro-vie*.

Il ne faut pas déplacer le problème : on ne se trouve pas devant une histoire anecdotique. Il ne s'agit pas de parier si Biden communiera ou ne communiera pas. Il s'agit pour les évêques américains et pour l'Église d'Amérique de savoir, de décider, d'agir devant des politiques sociales qui sont contraires aux valeurs chères à la foi catholique ! Et c'est le tissu social du pays qui est en jeu. Sans doute, la tâche du président des États-Unis n'est pas enfermée

---

**Le pays a besoin d'une autorité forte. Et cette autorité forte est en partie celle d'une Église !**

---

uniquement dans les questions sociales et morales. Mais si, dans un pays, le tissu social se délite, ce pays tout entier va mal. Dans la valeur d'un tissu social, surtout en Occident, la valeur sociale du pays n'a pas seulement besoin de subsides et d'aides à la technique des actes moraux. Le pays a besoin d'une autorité forte. Et cette autorité forte est en partie celle d'une Église !

Mais, qu'on soit en France ou en Allemagne, en Belgique ou aux États-Unis, quel que soit l'endroit où le regard se pose, il voit la même chose : une Église profondément divisée entre des catholiques qui cherchent le droit et d'autres qui veulent la justice, comme si ces deux finalités s'opposaient. Une partie d'entre eux recherchent leur sécurité auprès de Mgr Ratzinger, devenu Benoît XVI, l'autre auprès de François. L'une veut la rectitude morale, l'autre la justice et la miséricorde. Et, finalement, qui y perd ? L'Église elle-même ! Et qui y gagne ? Le politique, qui exploite pour son compte la division.

On n'a rien à apprendre à Joe Biden. Il est l'homme souple et gentil qui sera beaucoup plus dirigé que dirigeant et qui fera ce que les oligarques intellectuels du parti démocrate voudront qu'il fasse. Ils seront au pouvoir pour quatre ou huit ans. À tout prendre, ce qui est le plus dangereux pour nos démocraties, ce n'est pas la puissance de l'argent, qui se met au service de la puissance politique

qui lui assure ses marges. Ce qui est le plus dangereux, ce sont les oligarchies intellectuelles cachées, celles que Platon dénonce dans un de ses dialogues : *Le Sophiste* !

Aline Lizotte

Retrouvez cet article sur [srp-presse.fr](http://srp-presse.fr)